

B - DISPOSITIONS GENERALES REGLEMENTAIRES

ARTICLE B1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique sur la totalité du territoire de la Commune de RIOTORD.

ARTICLE B2 - PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT ET DES AUTRES REGLEMENTATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DU SOL

Sont et demeurent applicables au territoire communal :

1) Les articles L.111.1.1, L.111.9, L.111.10, L.121.1, L.421.4, R.111.2, R.111.3.2, R.111.4, R.111.14.2, R.111.15 et R.111.21 du Code de l'Urbanisme.

Les termes de l'article R.111.21 sont reproduits ci-après.

«Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales».

2) Les servitudes d'utilité publique mentionnées et figurées en annexe.

3) Les servitudes d'urbanisme notamment celles qui résultent de la création du droit de préemption urbain qui peut être institué sur tout ou partie des zones U et AU.

4) Pour les lotissements :

- l'article L 442-9 indique que les règles d'urbanisme contenues dans les documents approuvés d'un lotissement deviennent caduques au terme de dix ans à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir si, à cette date, le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu.

- l'article 442-14 précise que dans les 5 ans suivant l'achèvement d'un lotissement, constaté (...) le permis de construire ne peut être refusé (...) sur le fondement de dispositions d'urbanisme intervenues postérieurement à l'autorisation de lotissement.

- l'article 442-22 concerne le maintien des règles propres aux lotissements (caducité des règles d'urbanisme spécifiques des lotissements).

5) La loi paysage du 8 janvier 1993.

6) La loi d'orientation sur la ville du 13 juillet 1991.

7) La loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

8) La loi du 2 février 1995.

9) La loi montagne du 9 Janvier 1985.

10) La loi du 22 Juillet 1987 pour la prévention des risques majeurs.

11) La loi d'orientation agricole du 9 Juillet 1999.

12) Les lois Solidarité et Renouvellement Urbain du 12 Décembre 2000 et Urbanisme et Habitat du 2 Juillet 2003.

13) Les règlements en matière d'archéologie (code du patrimoine, articles L 510.1 à L 544.13).

ARTICLE B3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en :

- zones urbaines U
- zone à urbaniser AU
- zones agricoles A
- zones naturelles N

En cas de contradiction entre les documents graphiques, les renseignements portés sur le plan à plus grande échelle prévalent ; les documents en « version papier » prévalent sur toute lecture directe informatique.

Il comporte également des emplacements réservés pour projets d'intérêt collectif.

ARTICLE B4 - OUVRAGES TECHNIQUES

Nonobstant les dispositions d'urbanisme du présent règlement, sous réserve d'application des servitudes et d'intégration au site, les ouvrages techniques d'utilité publique - non mentionnés de manière spécifique – tels que château d'eau, pylône électrique, poste de transformation, relais hertziens, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, lagunage, poste de refoulement, ainsi que les équipements liés à l'utilisation de l'énergie solaire et géothermique, peuvent être autorisés.

Les postes de transformation d'énergie électrique d'une surface inférieure à 20 m², quelle que soit la zone, sont soumis aux règles d'implantation ci-après :

- implantation par rapport aux voies et emprises publiques, à l'alignement lorsque l'ouvrage participe à l'ensemble urbain ou au mobilier urbain, en retrait par rapport à l'alignement au droit d'espaces naturels ou paysagers comportant des talus ou des haies,

- implantation par rapport aux limites séparatives :
implantation à 3 m ou en limite séparative (la limite séparative touchant une voie) ; en fond de parcelle, le minimum à respecter est d'un mètre.

ARTICLE B5 - EQUIPEMENTS PUBLICS D'INTERET GENERAL

Les dispositions d'urbanisme du présent règlement s'appliquent aux ouvrages et travaux d'infrastructures et d'équipements présentant un caractère d'intérêt public qualifiés de projet d'intérêt général (P.I.G.), réalisés par les personnes publiques ayant la qualité d'intervenant définie à l'article R.121.13 du Code de l'Urbanisme (château d'eau, pylône et poste électriques, relais hertziens, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, lagunage, poste de refoulement,...).